

AVIS DE SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE TUNISIENNE DE VERRERIES -SOTUVER-

Siège social : Z.I. Djebel Ouest 1111- Bir Mchargua Zaghouan.

La Société Tunisienne de Verreries -SOTUVER- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 26 juin 2018. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Sami MENJOUR et Mr Mohamed Zinelabidine CHERIF.

GROUPE SOTUVER
Bilan consolidé
(Exprimé en Dinars)

	Notes	Solde au 31 Décembre	
		2017	2016
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		1 330 457	1 010 282
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(983 350)	(935 246)
Immobilisations incorporelles nettes	(B.1)	347 107	75 036
Immobilisations corporelles		110 013 383	105 899 795
- Amortissements des immobilisations corporelles		(56 288 963)	(48 911 206)
Immobilisations corporelles nettes	(B.1)	53 724 420	56 988 589
Immobilisations financières		1 173 607	995 280
- Provisions sur immobilisations financières		(61 566)	(61 566)
Immobilisations financières nettes	(B.2)	1 112 041	933 714
Total des actifs immobilisés		55 183 568	57 997 339
Actif d'impôt différé		465 528	58 177
Autres actifs non courants	(B.3)	96 299	106 289
Total des actifs non courants		55 745 396	58 161 805
Actifs courants			
Stocks		41 627 197	33 619 740
-Provisions pour dépréciation des stocks		(734 126)	(218 624)
Stocks nets	(B.4)	40 893 070	33 401 116
Clients et comptes rattachés		14 083 966	12 471 342
-Provisions pour dépréciation des comptes clients		(3 624 529)	(3 077 416)
Clients et comptes rattachés nets	(B.5)	10 459 437	9 393 927
Autres actifs courants		5 162 818	3 244 447
-Provisions pour dépréciation des autres actifs courants		(571 217)	(367 213)
Autres actifs courants nets	(B.6)	4 591 601	2 877 234
Liquidités et équivalents de liquidités	(B.7)	1 152 261	2 865 531
Total des actifs courants		57 096 370	48 537 808
Total des actifs		112 841 765	106 699 613

GRUPE SOTUVER

Bilan consolidé (Exprimé en Dinars)

	Notes	Solde au 31 Décembre	
		2017	2016
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres			
Capital social		27 253 600	23 438 096
Réserves consolidés		17 781 445	15 240 055
Autres capitaux propres consolidés		3 324	-
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		45 038 368	38 678 151
Résultat consolidé		10 355 804	6 213 084
Total des capitaux propres	(B.8)	55 394 173	44 891 235
Intérêts des minoritaires dans les réserves		524 683	22 636
Intérêts des minoritaires dans le résultat		(27 594)	(7 107)
Intérêts des minoritaires dans les autres capitaux propres		1 108	-
Total des intérêts des minoritaires		498 197	15 529
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	(B.9)	17 156 097	16 898 133
Provisions pour risques et charges	(B.10)	653 955	516 133
Total des passifs non courants		17 810 052	17 414 266
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	(B.11)	10 485 847	9 574 761
Autres passifs courants	(B.12)	8 293 559	6 639 626
Concours bancaires et autres passifs financiers	(B.13)	20 359 938	28 164 196
Total des passifs courants		39 139 344	44 378 583
Total des passifs		56 949 396	61 792 849
Total des capitaux propres et des passifs		112 841 765	106 699 613

GROUPE SOTUVER
Etat de résultat consolidé
(Exprimé en Dinar)

	Notes	Exercice de 12 mois clos le 31 Décembre	
		2017	2016
Produits d'exploitation			
Revenus	(R.1)	67 248 815	53 686 945
Autres produits d'exploitation	(R.2)	1 608 958	1 304 129
Total des produits d'exploitation		68 857 773	54 991 074
Charges d'exploitation			
Variation des stocks de produits finis et des encours		6 898 868	1 511 155
Achats d'approvisionnements consommés	(R.3)	(37 734 799)	(27 750 385)
Charges de personnel	(R.4)	(8 177 301)	(7 068 430)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(R.5)	(8 784 226)	(6 997 271)
Autres charges d'exploitation	(R.6)	(6 188 930)	(5 584 537)
Total des charges d'exploitation		(53 986 388)	(45 889 468)
Résultat d'exploitation		14 871 385	9 101 606
Charges financières nettes	(R.7)	(4 105 386)	(2 196 776)
Autres gains ordinaires	(R.8)	58 702	71 461
Autres pertes ordinaires	(R.9)	(71 464)	(45 659)
Résultat courant des sociétés intégrées		10 753 237	6 930 632
Impôts exigibles		(832 378)	(261 737)
Impôts différés		407 351	11 325
Résultat net d'impôt des sociétés intégrées		10 328 210	6 680 220
Eléments extraordinaires		-	(474 244)
Résultat net des sociétés intégrées		10 328 210	6 205 977
Part revenant aux intérêts minoritaires		(27 594)	(7 107)
Résultat revenant à la société consolidante		10 355 804	6 213 084

GROUPE SOTUVER
Etat des flux de trésorerie consolidés
(Exprimé en Dinars)

	Notes	Exercice de 12 mois clos le 31 décembre	
		2017	2016
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation			
Résultat net		10 355 804	6 213 084
Intérêts minoritaires		(27 594)	(7 107)
Ajustements pour			
* Amortissements et provisions	(F.1)	8 784 226	6 997 271
* Reprises sur provisions	(F.2)	-	(64 264)
* Variation des :			
- Stock	(F.2)	(8 007 457)	(2 484 104)
- Créances clients	(F.2)	(1 605 750)	317 886
- Autres actifs	(F.2)	(2 219 432)	587 335
- Fournisseurs et autres dettes	(F.3)	2 702 352	(1 151 013)
- Intérêts des minoritaires dans les Réserves		509 154	-
* Autres ajustements :			
- Résorption subvention d'investissement		(439 663)	(440 454)
- Plus ou moins-values de cession		(26 000)	(10 351)
- Ecart de conversion		4 431	-
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		10 030 071	9 958 283
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décaissements pour acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(F.4)	(4 525 243)	(8 532 818)
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles		26 000	30 200
Décaissements pour acquisition d'immobilisations financières		(178 327)	110 174
Décaissements pour acquisition des autres actifs non courants		(96 565)	(50 485)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(4 774 136)	(8 442 929)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions		1 635 216	-
Prime d'émission		4 088 040	-
Encaissements sur fonds social		16 598	18 422
Encaissements provenant des emprunts		4 000 000	10 153 223
Remboursements d'emprunts		(3 477 698)	(3 307 692)
Distributions de dividendes		(5 155 892)	(4 922 000)
Encaissements crédit de financement		43 756 409	88 024 163
Remboursements crédit de financement		(52 170 945)	(86 958 061)
Intérêts courus		(49 772)	(121 184)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations de financement		(7 358 044)	2 886 872
Variation de la trésorerie		(2 102 108)	4 402 226
Trésorerie au début de l'exercice		677 001	(3 725 225)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(F.5)	(1 425 107)	677 001

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRESENTATION DU GROUPE

Le Groupe « SOTUVER » est composé de quatre sociétés : la société « SOTUVER S.A », la société « VETRO MEDITERRANEO », la société « ADRIAVETRO SARL » et la société « SABLES VERRIERS DE TUNISIE S.A ». L'activité principale du groupe « SOTUVER » est la fabrication et la commercialisation en Tunisie et à l'étranger de tous articles en verre ou en produits susceptibles de se substituer au verre ainsi que la fabrication et la commercialisation de tous les produits annexes ou connexes à l'industrie du verre.

- Société Tunisienne de Verrerie « SOTUVER S.A » : son capital s'élève à 27 253 600 DT et appartenant au groupe CFI.
La société « SOTUVER S.A » a pour objet la fabrication et la commercialisation en Tunisie et à l'étranger de tous articles en verre ou en produits susceptibles de se substituer au verre ainsi que la fabrication et la commercialisation de tous les produits annexes ou connexes à l'industrie du verre.
- Société « VETRO MEDITERRANEO SARL »(société Tunisienne) est une société de commerce international créée en décembre 2014.Elle a pour objet la commercialisation à l'export des articles de verre. Son capital s'élève à 150 000 DT détenue à concurrence de 80% par la société « SOTUVER SA ». Le fournisseur unique de « VETRO MEDITERRANEO » est « SOTUVER S.A ».
- Société « SABLES VERRIERS DE TUNISIE S.A » (société Tunisienne) est une société anonyme créée en 2017 Son capital social s'élève au 31 décembre 2017 à 2 000 000 DT libéré de 50% et détenue à concurrence de 50% par la société « SOTUVER SA ». La société a pour objet principal l'extraction pierre, sables et argiles.
- Société « ADRIAVETRO SARL » dont le pays de résidence est l'Italie est une société créée en 2017. Elle a pour objet la commercialisation en détail et en gros des emballages en verre. Son capital s'élève à 36 617 DT détenue à concurrence de 75% par la société « SOTUVER SA ».

II. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'ÉVALUATION

II.1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers consolidés du groupe SOTUVER sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 décembre 1996. Il s'agit, entre autres :

- ✓ du cadre conceptuel ;
- ✓ de la norme comptable générale (NCT 1);
- ✓ des normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37);
- ✓ de la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) et
- ✓ de la norme comptable relative aux informations sur les parties liées (NCT 39).

II.2. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

II.2.1. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de toutes les filiales dont le groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de tirer avantage de ses activités.

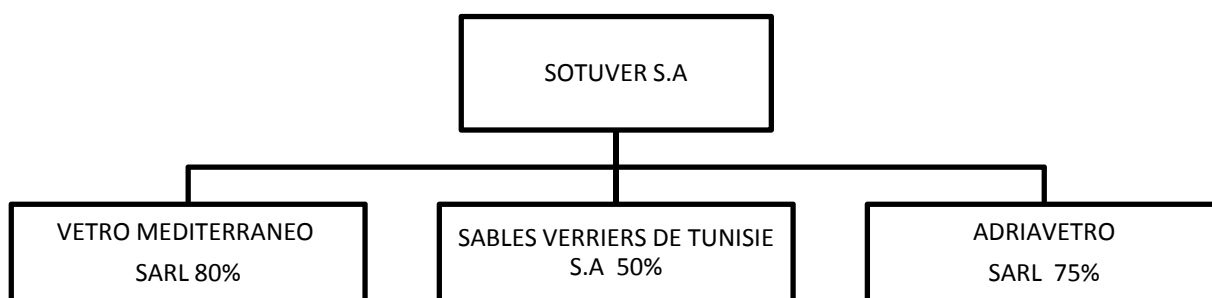
Ce contrôle résulte :

- ✓ soit de la détention directe ou indirecte, par l'intermédiaire de filiales, de plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise consolidée ;
- ✓ soit du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs,
- ✓ soit des statuts ou d'un contrat,
- ✓ soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent,
- ✓ soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou l'organe de direction équivalent.

Par ailleurs, le contrôle est présumé exister dès lors que le groupe détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

Définition du périmètre de consolidation :

Le périmètre de consolidation du groupe SOTUVER est présenté au niveau du schéma suivant :



II.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés sous contrôle exclusif du groupe sont consolidées selon la méthode d'intégration globale. Le contrôle exclusif provient notamment du fait que les dirigeants sont désignés par la société « SOTUVER S.A » et qu'aucun autre groupe ou société ne dispose ni d'un contrôle, ni d'une influence notable sur cette société.

Société	2017			2016		
	% de contrôle	Qualification de la participation	Méthode de consolidation	% de contrôle	Qualification de la participation	Méthode de consolidation
SOTUVER	100%	Mère	IG	100%	Mère	IG
VETRO MEDITERRANEO	80%	Filiale	IG	80%	Filiale	IG
SABLES VERRIERS DE TUNISIE	50%	Filiale	IG			
ADRIAVETRO SARL	75%	Filiale	IG			

L'intégration globale consiste à combiner ligne à ligne les états financiers individuels de la société mère « SOTUVER S.A » et de sa filiale en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges. Afin que les états financiers consolidés présentent l'information financière du groupe comme celle d'une entreprise unique, les étapes ci-dessous sont alors suivies :

- ✓ homogénéisation des méthodes d'évaluation et de présentation des états financiers du Groupe,
- ✓ élimination des opérations intra-groupe et des résultats internes,
- ✓ détermination de l'impact de la fiscalité différée sur les retraitements ayant une incidence sur le résultat et/ou les capitaux propres consolidés,
- ✓ cumul arithmétique des comptes individuels,
- ✓ élimination des titres de participation du groupe dans chaque société consolidée et détermination des écarts d'acquisition positif et/ou négatif,
- ✓ identification de la « Part du groupe » et des « intérêts minoritaires » dans l'actif net des sociétés consolidées.

II.2.3. Date de clôture

Quand les états financiers utilisés en consolidation sont établis à des dates de clôture différentes, des ajustements doivent être effectués pour prendre en compte les effets des transactions et autres événements importants qui se sont produits entre ces dates et la date des états financiers de la mère. En aucun cas, la différence entre les dates de clôture ne doit être supérieure à trois mois.

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés est le 31 décembre qui correspond à celle des états financiers individuels annuels.

II.2.4. Elimination des opérations intra-groupe et des résultats internes

- ✓ **Elimination des opérations sans incidence sur les capitaux propres**

Les créances et dettes réciproques significatives et les produits et charges réciproques significatifs entre sociétés du groupe sont éliminés en totalité sans que cette élimination n'ait d'effet sur le résultat ou sur les capitaux propres consolidés.

✓ **Elimination des opérations ayant une incidence sur les capitaux propres**

- (a) Les marges et les plus ou moins-values, résultant des transactions entre les sociétés du groupe, qui sont comprises dans la valeur d'actifs tels que les stocks ou les immobilisations sont éliminées en totalité.
- (b) Les provisions pour dépréciation des titres constituées sur les sociétés du groupe sont intégralement éliminées, par l'annulation de la dotation pour les provisions constituées au cours de l'exercice et par déduction sur les réserves pour les provisions constituées au cours des exercices antérieurs.

II.3. PRINCIPES COMPTABLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés sont libellés en dinars tunisiens et préparés en respectant les hypothèses sous-jacentes et les principes et méthodes comptables de base préconisés par le Système Comptable Tunisien, à savoir :

- L'hypothèse de la continuité de l'exploitation
- L'hypothèse de la comptabilité d'engagement
- La convention de l'entité
- La convention de l'unité monétaire
- La convention de la périodicité
- La convention du coût historique
- La convention de réalisation de revenu
- La convention de la permanence des méthodes
- La convention de l'information complète
- La convention de prudence
- La convention de l'importance relative
- La convention de la prééminence du fond sur la forme.

▪ Unité monétaire

Les livres comptables du groupe, à l'exception de la société ADRIAVETRO, sont tenus en Dinars Tunisiens. Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties en Dinars Tunisiens au cours du jour de l'opération ou au cours de couverture lorsqu'un instrument de couverture existe. Au 31 décembre, les éléments monétaires figurant au bilan de l'entreprise sont convertis au taux de clôture, s'ils ne font pas l'objet d'un contrat à terme. Les différences de change sont portées en résultat de l'exercice.

La politique actuelle de couverture contre les risques de change consiste à équilibrer dans la limite du possible les opérations d'achat et de vente réalisés dans la même devise, pour ce faire la société gère des comptes bancaires en devise étrangères il s'agit principalement des comptes en Euro.

Les gains et pertes de change sont prise en compte à la date de clôture sur la base des taux de change à ladite date.

▪ Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en Dinars Tunisien, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la SOTUVER.

Les états financiers de la société ADRIAVETRO sont présentés en Euro. Pour le besoin de consolidation, ces états financiers ont été convertis en adoptant la méthode de cours de clôture comme suit :

- Les actifs et passifs sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de la période ;
- Les capitaux propres sont convertis au taux de change historique ;
- Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de change de la période, sauf en cas de variations significatives des cours.

La part du Groupe dans les pertes ou les profits de conversion est comprise dans le poste "Ecart de conversion" inclus dans les capitaux propres, jusqu'à ce que les actifs ou passifs et toutes les opérations en devises étrangères auxquels ils se rapportent soient vendus ou liquidés. Dans ce cas, ces différences de conversion sont comptabilisées soit en compte de résultat si l'opération conduit à une perte de contrôle, soit directement en variation de capitaux propres s'il s'agit d'une Variation d'intérêts minoritaires sans perte de contrôle.

▪ Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition hors taxes récupérables. Les dotations aux amortissements des immobilisations du groupe sont calculées selon la méthode linéaire. Les taux d'amortissement appliqués se présentent comme suit :

Nature	Taux annuels
Constructions	De 2% à 5 %
Matériel Industriel	De 10% à 12,5%
Matériels de transport	20%
Agencements, aménagements et installations	10%
Mobiliers, matériels de bureau	10%
Matériels informatiques	15%
Matériel de sécurité	10%
Logiciels et Licences	33%

Par ailleurs, les contrats de location-financement sont comptabilisés parmi les immobilisations de la société pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminées, chacune au commencement du contrat de location. Le taux d'actualisation à utiliser pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, est le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les coûts directs initiaux encourus par la société sont ajoutés au montant comptabilisé en tant qu'actif.

La méthode d'amortissement des actifs loués est cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables que possède la société et la dotation aux amortissements est calculée sur la base des dispositions de la NCT 5 relative aux immobilisations corporelles et de la NCT 6 relative aux Immobilisations incorporelles.

▪ Immobilisations financières

Les titres de participation sont initialement comptabilisés au coût. Les frais d'acquisition (commissions d'intermédiaires, honoraires, droits et frais bancaires) sont exclus. Toutefois, les honoraires d'études et de conseils relatifs à l'acquisition de ces placements à long terme sont inclus dans leur coût d'acquisition.

À la date de clôture, ils sont évalués à leur valeur d'usage (déterminée en fonction de plusieurs facteurs tels que la valeur de marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de la société émettrice, la conjoncture économique et l'utilité procurée au groupe). Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions pour dépréciation ; les plus-values ne sont pas prises en compte en résultat net.

LeGroupe opte pour le classement de ses placements conformément à la norme comptable ou un placement à court terme est un placement que leGroupe n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par sa nature, peut être liquidé à brève échéance.

Un placement à long terme est un placement détenu dans l'intention de le conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Un placement à long terme est également un placement qui n'a pas pu être classé parmi les placements à court terme.

Les titres de participations détenus par le groupe dans les sociétés consolidées ont été éliminés selon la méthode décrite au § II-2.

- **Les comptes clients créditeurs et fournisseurs débiteurs**

Les comptes clients créditeurs sont présentés parmi les autres passifs courants et pour les comptes fournisseurs débiteurs, ils sont présentés parmi les autres actifs courants.

- **Charges reportées**

Les charges reportées enregistrent les frais de pré-exploitation du nouvel investissement des sociétés du groupe ainsi que les frais engagés au titre de l'intervention des consultants afin d'améliorer la performance du groupe.

Ces charges sont amorties sur une période de trois ans à partir de la date de leur capitalisation.

- **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- a. l'entreprise pourra se conformer aux conditions attachées aux subventions ;
- b. les subventions seront perçues par l'entreprise.

Les subventions d'investissement relatives à des biens amortissables sont à rapporter aux résultats des exercices pendant lesquels sont constatées les charges d'amortissement relatives à ces immobilisations. Ces subventions sont rapportées proportionnellement à ces charges d'amortissement.

- **Impôt différé**

Les sociétés du Groupe SOTUVER sont soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) selon les règles et les taux en vigueur en Tunisie.

Les sociétés du Groupe optimisent en général l'IS en faisant recours au réinvestissement des bénéfices.

Il a été tenu compte d'un impôt différé pour les retraitements de consolidation ayant une incidence sur le résultat.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

▪ **Prise en compte des revenus**

Les revenus provenant des ventes de marchandises sont comptabilisés lors du transfert à l'acheteur, des principaux risques et avantages inhérents à la propriété (transfert de propriété) ou lorsqu'elle conserve qu'une part insignifiante des risques inhérents à la propriété dans l'unique but de protéger la recouvrabilité de la somme due.

▪ **Stocks**

Les produits finis du Groupe SOTUVER sont évalués à la valeur inférieure entre le coût de production et la valeur de réalisation nette déterminée à la date de clôture. Une provision pour dépréciation est constatée sur les articles à rotation lente ou obsolètes.

Le stock des palettes a été comptabilisé sur la base des états théoriques au 31 décembre 2017.

III. NOTES EXPLICATIVES

(Chiffres exprimés en Dinars Tunisiens)

III.1. POURCENTAGE D'INTERETS DU GROUPE

L'analyse du portefeuille titres de participation du Groupe SOTUVER permet d'arrêter le périmètre suivant :

Société	2016		2017	
	%	%	%	%
	de contrôle	d'intérêt	de contrôle	d'intérêt
SOTUVER	100%	100%	100%	100%
VETRO MEDITERRANEO	80%	80%	80%	80%
SABLES VERRIERS DE TUNISIE	0%	0%	50%	50%
ADRIAVETRO SARL	0%	0%	75%	75%

III.2. Notes sur le bilan

B.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le tableau de variation des immobilisations corporelles et incorporelles se présente au 31 décembre 2017 comme suit:

Désignations	Valeurs brutes au 31/12/2016	Acquisitions 2017	(Cessions/ Régularisations)	Transferts	Valeurs brutes au 31/12/2017	Amts Cumulés au 31/12/2016	Dotations 2017	Cessions	Amts Cumulés au 31/12/2017	Valeurs comptables nettes au 31/12/2017
Investissements, Recherches et développements	701	104 338	-	-	105 039	468	47	-	514	104 525
Licences	142 375	191 513	-	-	333 888	116 978	9 867	-	126 845	207 043
Logiciels	867 205	24 325	-	-	891 530	817 801	38 190	-	855 991	35 539
Immobilisations incorporelles	1 010 282	320 176	-	-	1 330 457	935 246	48 104	-	983 350	347 107
Terrains	1 315 574	-	-	-	1 315 574	-	-	-	-	1 315 574
Constructions	22 207 795	52 071	-	369 540	22 629 406	6 940 249	757 524	-	7 697 773	14 931 633
Equipements de bureau	447 507	28 319	-	-	475 826	324 580	28 326	-	352 907	122 919
Installations techniques	2 690 448	164 519	-	-	2 854 967	1 627 484	174 867	-	1 802 350	1 052 617
Matériel de sécurité	150 627	49 338	-	-	199 965	75 447	15 314	-	90 762	109 203
Matériel de transport	1 115 030	110 490	(91 480)	-	1 134 040	522 180	201 803	(91 480)	632 503	501 537
Matériel Industriel	73 942 964	2 322 455	-	-	76 265 419	38 522 788	6 184 431	-	44 707 219	31 558 200
Matériel Informatique	808 802	135 447	-	-	944 249	641 333	57 178	-	698 511	245 738
Outillage Industriel	555 649	148 747	-	-	704 396	257 144	49 794	-	306 938	397 458
Immobilisations corporelles en cours	2 665 399	1 193 682	-	(369 540)	3 489 541	-	-	-	-	3 489 541
Immobilisations corporelles	105 899 795	4 205 067	(91 480)	-	110 013 383	48 911 206	7 469 237	(91 480)	56 288 963	53 724 420
Total Immobilisations corporelles et incorporelles	106 910 077	4 525 243	(91 480)		111 343 840	49 846 452	7 517 341	(91 480)	57 272 313	54 071 527

B.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2017 à 1 112 041 DT contre 933 714 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	Valeur brute au 31/12/2017	Provisions	Valeur nette au 31/12/2017	Valeur nette au 31/12/2016	Variation en DT
Titres de participations	203 245	(61 566)	141 679	141 664	15
Dépôts et cautionnements	970 362	-	970 362	792 050	178 312
Total	1 173 607	(61 566)	1 112 041	933 714	178 327

Les titres de participation nets s'élèvent au 31 décembre 2017 à 141 664 DT se détaillant comme suit :

Participation	Valeurs brutes au 31/12/2017	Provisions	Valeurs nettes au 31/12/2017	% de détention
MARINAJERBA	190 730	49 066	141 664	2,14%
NSD	12 500	12 500	-	12,5%
Total	203 230	61 566	141 664	

B.3. Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'élèvent au 31 décembre 2017 à 96 299 DT contre 106 289 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Solde au 31/12/2016	Capitalisation 2017	Résorption/Re classement 2017	Solde au 31/12/2017	Variation en DT
Charges reportées	106 289	96 565	(106 555)	96 299	(9 990)
Total brut	106 289	96 565	(106 555)	96 299	(9 990)

Ce montant englobe principalement les coûts d'études engagées par le groupe et dont la finalité est l'amélioration des rendements de l'usine (amélioration de la productivité et de la qualité, optimisation et l'amélioration de l'organisation de l'usine etc).

B.4. Stocks

Les stocks nets s'élèvent au 31 décembre 2017 à 40 893 070 DT contre 33 401 116 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Matières premières	1 199 507	1 177 026	22 481
Matières consommables	3 966 484	4 611 569	(645 085)
Moules	6 526 314	5 492 634	1 033 680
Emballages	1 152 676	819 754	332 922
Palettes	2 361 248	1 997 355	363 894
Produits finis	26 420 968	19 521 403	6 899 565
Total Stock brut	41 627 197	33 619 740	8 007 457
Provision pour dépréciation des stocks	(734 126)	(218 624)	(515 503)
Stock net	40 893 070	33 401 116	7 491 955

B.5. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés nets s'élèvent au 31 décembre 2017 à 10 459 437 DT contre 9 393 927 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation en DT
Clients d'exploitation	9 441 549	6 757 063	2 684 486
Clients effets à recevoir	510 271	2 128 137	(1 617 866)
Clients douteux et impayés	3 367 363	3 056 334	311 029
Valeurs à l'encaissement	764 783	529 809	234 974
Clients et comptes rattachés bruts	14 083 966	12 471 342	1 612 623
Provision pour dépréciation des créances	(3 624 529)	(3 077 416)	(547 113)
Clients et comptes rattachés nets	10 459 437	9 393 927	1 065 510

B.6. Autres actifs courants

Les autres actifs courants nets s'élèvent au 31 décembre 2017 à 4 591 601 DT contre 2 877 234 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Fournisseurs débiteurs	564 602	650 820	(86 218)
Personnel et comptes rattachés	635 428	522 287	113 141
Etat et collectivités publiques	2 834 773	1 072 766	1 762 007
Débiteurs divers	25 664	25 664	-
Comptes de régularisation actifs	1 102 350	972 909	129 440
Autres actifs courants bruts	5 162 818	3 244 447	1 918 370
Provision pour dépréciation des autres actifs courants	(571 217)	(367 213)	(204 003)
Autres actifs courants nets	4 591 601	2 877 234	1 714 367

B.7. Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2017 à 1 152 261 DT contre 2 865 531 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Banques	1 017 853	2 849 154	(1 831 301)
Caisse	11 518	9 504	2 013
Effets à l'escompte	-	6 873	(6 873)
Chèque à l'encaissement	122 891	-	122 891
Total	1 152 261	2 865 531	(1 713 270)

B.8. Capitaux propres

Les capitaux propres du groupe totalisent au 31 décembre 2017 une valeur de 55 892 370DT. Les variations intervenues au cours de l'exercice sur cette rubrique se détaillent comme suit:

Désignation	Capital social	Réserves consolidés	Résultat de l'exercice	Intérêt des minoritaires	Ecart de conversion	Total
Capitaux propres au 31/12/2016	23 438 096	14 778 730	957 885	22 636		39 197 347
Résultat de l'exercice 2016			6 213 084			6 213 084
Résultats reportés consolidés		883 357	(957 885)			(74 528)
Variation des intérêts des minoritaires				(7 107)		(7 107)
Mouvement sur le fond social		18 422				18 422
Amortissement de la subvention		(440 454)				(440 454)
Capitaux propres au 31/12/2016 après affectation	23 438 096	15 240 055	6 213 084	15 529	-	44 906 764
Résultat de l'exercice 2017			10 355 804			10 355 804
Résultats reportés consolidés		6 213 084	(6 213 084)			-
Variation des intérêts des minoritaires				481 560		481 560
Augmentation du capital par incorporation des réserves	2 180 288	(2 180 288)				-
Augmentation du capital en numéraire	1 635 216	4 088 040				5 723 256
Distribution des dividendes		(5 156 381)				(5 156 381)
Mouvement sur le fond social		16 598				16 598
Amortissement de la subvention		(439 663)				(439 663)
Ecart de conversion				1 108	3 324	4 431
Capitaux propres au 31/12/2017 avant affectation	27 253 600	17 781 445	10 355 804	498197	3 324	55 892 370

Les intérêts des minoritaires au 31 décembre 2017 se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
<i>Intérêts minoritaires dans les capitaux propres VETRO MEDITERRANEO</i>	<u>30 000</u>	<u>30 000</u>
- dans les réserves	15 529	22 636
- dans le résultat	(3 232)	(7 107)
<i>Intérêts minoritaires dans les capitaux propres ADRIAVETRO</i>	<u>9 154</u>	-
- dans les réserves	9 154	-
- dans le résultat	(24 362)	-
- Ecart de conversion	1 108	-
<i>Intérêts minoritaires dans les capitaux propres SVT</i>	<u>500 000</u>	-
- dans les réserves	500 000	-
- dans le résultat	-	-
Total des intérêts minoritaires	498 197	15 529
Part des réserves revenant aux intérêts minoritaires	524 683	22 636
Part du résultat revenant aux intérêts minoritaires	(27 594)	(7 107)
Part des autres capitaux propres revenant aux intérêts minoritaires	1 108	-

B.9. Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts et dettes assimilées s'élèvent au 31 décembre 2017 à 17 156 097 DT contre 16 898 133 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Emprunt	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Emprunt ATTIJARI	7 714 290	8 888 892	(1 174 602)
Emprunt BIAT	4 571 429	1 333 333	3 238 095
Emprunt UBCI	4 733 683	6 455 864	(1 722 180)
Emprunt LEASING	136 695	220 044	(83 349)
Total	17 156 097	16 898 133	257 964

B.10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 décembre 2017 à 653 955DT contre 516 133 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Provision pour litiges	8 289	8 289	-
Provision pour départ à la retraite	645 667	507 845	137 822
Total	653 955	516 133	137 822

B.11. Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent au 31 décembre 2017 à 10 485 847DT contre 9 574 761 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Fournisseurs d'exploitation	8 576 702	7 558 978	1 017 723
Retenues de garantie	2 262	1 615	647
Fournisseurs, effets à payer	1 437 861	1 663 390	(225 529)
Fournisseurs d'immobilisations	477 030	426 716	50 314
Fournisseurs, factures non parvenues	(8 007)	(75 938)	67 931
Total	10 485 847	9 574 761	911 086

B.12. Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent au 31 décembre 2017 à 8 293 559DT contre 6 639 626 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Clients créditeurs	338 331	388 359	(50 029)
Personnel et comptes rattachés	1 413 938	1 335 094	78 844
Personnel UGTT	6 316	6 332	(16)
Assurance Groupe	6 481	5 871	609
Rémunération due	14 176	5 995	8 181
Personnel, cession divers	4 265	8 395	(4 130)
Dettes pour congés payés	609 828	529 964	79 864
Autres charges à payer	769 515	778 537	(9 022)
Autres comptes créditeurs	3 357	-	3 357
Etat et comptes rattachés	1 234 724	1 061 587	173 137
Etat, impôt et taxes	885 390	902 307	(16 917)
État retenues à la source	242 111	116 224	125 888
État, FOPROLOS, TFP	23 049	12 552	10 497
État, FODEC	58 810	20 408	38 402
État, droit de timbre	479	164	315
TCL	24 885	9 933	14 952
Créditeurs divers	562 455	484 225	78 230
Clients, avoirs à établir	67 280	67 280	-
Jetons de présence	8 650	8 650	-
Dividendes	1 932	1 443	489
C.N.S.S.	473 780	395 999	77 781
Assurances	313	353	(40)
Provisions courantes pour risques et charges	10 500	10 500	-
Charges à payer	4 744 111	3 370 360	1 373 750
Total	8 293 559	6 639 626	1 653 933

B.13. Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31 décembre 2017 à 20 359 938 DT contre 28 164 196 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2017	31/12/2016	Variation en DT
Crédit de financement	13 620 000	18 429 300	(4 809 300)
Crédit financement Stock	2 630 000	2 630 000	-
Crédit financement Export	7 000 000	5 400 000	1 600 000
Crédit de gestion	3 990 000	10 399 300	(6 409 300)
Emprunt à moins d'un an	4 003 550	3 739 211	264 338
ATTIJARI BANK	1 174 602	888 888	285 714
BIAT	761 905	952 381	(190 476)
UBCI	1 985 680	1 815 918	169 762
LEASING	81 363	82 024	(661)
Financement en devise	-	3 605 236	(3 605 236)
Intérêts courus sur crédits	159 020	208 791	(49 772)
ATTIJARI BANK	75 065	79 963	(4 898)
UBCI	82 068	95 825	(13 757)
BIAT	1 887	33 003	(31 117)
Banques	2 577 369	2 181 657	395 712
ATTIJARI BANK	955 315	1 295 869	(340 555)
B.N.A	12 747	12 966	(219)
B.I.A.T	233 923	868 072	(634 149)
AMEN BANK	385 324	-	385 324
S T B	1 854	1 568	286
UBCI	806 965	-	806 965
BTEI	-	3 181	(3 181)
UIB	181 242	-	181 242
Total	20 359 938	28 164 196	(7 804 258)

IV.2. Notes sur l'état de résultat

R.1. Revenus

Les revenus s'élèvent à 67 248 815DT au cours de l'exercice 2017 contre 53 686 945 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Chiffre d'affaires Local	31 225 389	24 021 745	7 203 644
Chiffre d'affaires Export	36 023 426	29 665 199	6 358 226
Total	67 248 815	53 686 945	13 561 870

R.2. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 1 608 958DT au cours de l'exercice 2017 contre 1 304 129 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Autres Produits Locaux	1 166 318	808 207	358 111
Reprises sur Provisions	-	64 264	(64 264)
Transferts de charges	2 977	(8 796)	11 773
Résorption subvention d'investissement	439 663	440 454	(791)
Total	1 608 958	1 304 129	304 829

R.3. Achats d'approvisionnements consommés

Les achats d'approvisionnement consommés s'élèvent à 37 734 799DT au cours de l'exercice 2017 contre 27 750 385 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Matière première	13 711 255	11 216 264	2 494 991
Stock initial	1 177 026	1 955 242	(778 216)
Achat 2016 MP	13 733 736	10 438 048	3 295 688
Stock final	(1 199 507)	(1 177 026)	(22 481)
Matière consommable	7 113 049	3 811 290	3 301 759
Stock initial	10 104 202	8 895 496	1 208 706
Achat 2016 MC	7 501 645	5 019 996	2 481 648
Stock final	(10 492 798)	(10 104 202)	(388 596)
Emballage	4 011 542	2 447 750	1 563 792
Stock initial	819 754	579 368	240 386
Achat 2016 EM	4 344 464	2 688 136	1 656 328
Stock final	(1 152 676)	(819 754)	(332 922)
Palette	1 505 572	1 068 552	437 020
Stock initial	1 997 355	1 695 281	302 074
Achat 2016 Palette	1 869 465	1 370 626	498 839
Stock final	(2 361 248)	(1 997 355)	(363 893)
Energie	11 393 381	9 206 528	2 186 853
Eau	45 143	34 933	10 210
Gaz	7 157 217	5 798 694	1 358 523
Total	37 734 799	27 750 385	9 984 414

R.4. Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 8 177 301 DT au cours de l'exercice 2017 contre 7 068 430 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Salaires & Appointements	6 835 038	6 039 467	795 571
Charges Patronales	1 342 263	1 028 963	313 300
Total	8 177 301	7 068 430	1 108 871

R.5. Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 8 784 226DT au cours de l'exercice 2017 contre 6 997 271 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Dotations aux amortissements des immobilisations	7 517 607	6 508 395	1 009 212
Provisions pour dépréciation des stocks	515 503	21 144	494 358
Provisions pour dépréciation des clients	751 117	457 231	293 886
Provisions pour risques et charges	-	10 500	(10 500)
Total	8 784 226	6 997 271	1 786 956

R.6. Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 6 188 930DT au cours de l'exercice 2017 contre 5 584 537 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Honoraires	986 745	1 422 704	(435 959)
Entretiens et réparations	806 142	623 522	182 620
Assistance	69 030	117 285	(48 255)
Locations	363 394	518 695	(155 301)
Réceptions et missions	293 338	203 434	89 903
Transport	2 147 847	1 537 132	610 715
Sous-traitance	389 354	302 186	87 168
Impôts et taxes	292 521	217 454	75 067
Autres charges	262 704	200 286	62 417
Assurances	282 899	205 110	77 789
Frais bancaires	179 953	148 565	31 388
Télécommunications	77 504	50 665	26 839
Jetons de présence	37 500	37 500	-
Total	6 188 930	5 584 537	604 393

R.7. Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'élèvent à 4 105 386DT au cours de l'exercice 2017 contre 2 196 776 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Intérêts des emprunts	1 304 661	762 926	541 735
Intérêts des comptes courants	494 717	495 700	(983)
Intérêts Opérations de financement	841 984	892 820	(50 837)
Frais d'escompte	316 648	207 478	109 170
Différence de change	1 147 376	(162 148)	1 309 524
Total	4 105 386	2 196 776	1 908 609

R.8. Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à 58702 DT au cours de l'exercice 2017 contre 71 461 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Profit exceptionnel	32 702	46 910	(14 209)
Plus-value /cession actif	26 000	24 551	1 449
Total	58 702	71 461	(12 760)

R.9. Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires s'élèvent à 71 464DT au cours de l'exercice 2017 contre 45 659 DT au cours de l'exercice 2016 et se détaillent comme suit:

Désignation	2017	2016	Variation en DT
Pertes exceptionnelles	34 776	20 599	14 177
Achats liées à des exercices antérieurs	36 688	25 060	11 628
Total	71 464	45 659	25 805

IV.3. Notes sur l'état des flux de trésorerie

F.1. Amortissements et provisions

Désignation	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements des immobilisations	7 517 607	6 508 395
Provisions pour dépréciation des stocks	515 503	21 144
Provisions pour dépréciation des clients	751 117	457 231
Provisions pour risques et charges	-	10 500
Total	8 784 226	6 997 271

F.2. Variation des actifs

Désignation	31/12/2017 (a)	31/12/2016 (b)	Variation (b)-(a)
Stock	41 627 197	33 619 740	(8 007 457)
Créances clients	14 077 093	12 471 342	(1 605 750)
Autres actifs	5 475 205	3 255 773	(2 219 432)
Total	61 179 495	49 346 855	(11 832 640)

F.3. Variation des passifs

Désignation	31/12/2017 (a)	31/12/2016 (b)	Variation (a)-(b)
Fournisseurs et autres dettes	18 980 139	16 277 787	2 702 352
Total	18 980 139	16 277 787	2 702 352

F.4. Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

Désignation	31/12/2017	31/12/2016
Décaissement pour acquisition d'immobilisations corporelles	(4 205 067)	(25 585)
Décaissement pour acquisition d'immobilisations incorporelles	(320 176)	(8 507 233)
Total	(4 525 243)	(8 532 818)

F.5.Trésorerie à la clôture de l'exercice

Désignation	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Caisse	11 518	9 504
Comptes courants bancaires débiteurs SOTUVER S.A.	819 192	2 620 965
Comptes courants bancaires créditeurs SOTUVER S.A.	(2 576 566)	(2 181 657)
Comptes courants bancaires débiteurs VETRO MEDITERRANEO	116 885	228 188
Comptes courants bancaires créditeurs VETRO MEDITERRANEO	(782)	-
Comptes courants bancaires débiteurs SVT	49 994	-
Comptes courants bancaires débiteurs ADV	31 782	-
Comptes courants bancaires créditeurs ADV	-20	-
Chèque à l'encaissement VETRO MEDITERRANEO	122 891	-
Total	(1 425 107)	677 001

IV. NOTE SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31/12/2017 :

Les engagements hors bilan du groupe « SOTUVER » se détaillent comme suit :

V.1. Engagements donnés

A- Hypothèques et nantissements :

La société « SOTUVER S.A » a affecté spécialement au profit de la BIAT, et en pari-passu avec UBCI, ATTIJARI BANK, BH et UIB :

a. En Hypothèque Immobilière de Premier Rang :

Conformément aux articles 270 et suivants du code des droits réels, la totalité des parts indivises lui appartenant dans la propriété sise à Jebel El Ouest, Délégation de ZAGOUAN, d'une superficie de 7 Ha, objet du titre foncier N° 15 452 dénommé « Henchir BOU HEJBA ».

b. En Nantissement de Premier Rang :

Conformément à la loi N° 2001-19 du 6 Février 2001 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement professionnel, l'ensemble du matériel servant à l'exploitation du Fonds.

Conformément au décret du 7 Novembre 1935 modifié par le décret du 10 Février 1955, sont en nantissement de premier rang : les machines, marchandises, matériels, matières premières, outillages et véhicules automobiles ou autres moyens de transport quelconques qui pourraient se trouver dans le fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

B- Crédits :

Banque	Montant Crédit	Principal restant dû	Intérêts restants
ATTIJARI BANK1	6 000 000	2 888 892	304 993
ATTIJARI BANK2	6 000 000	6 000 000	1 188 408
UBCI 1	2 540 000	332 619	7 006
UBCI 2	1 220 050	542 244	44 050
UBCI 3	5 270 000	1 581 000	86 604
UBCI 4	4 000 000	4 000 000	810 123
BIAT 1	4 000 000	4 000 000	861 308
BIAT 2	4 000 000	1 333 333	76 170
TOTAL	33 030 050	20 678 089	3 378 662

Banque	Montant P Crédit	Principal + Intérêts restant dû	Intérêts restants
ATTIJARI LEASING 2	60 900	38 069	7 619
ATTIJARI LEASING 4	55 022	24 245	4 988
ATTIJARI LEASING 5	40 122	30 728	5 317
ATTIJARI LEASING 6	72 132	53 712	10 433
ATTIJARI LEASING 7	40 967	37 134	6 407
TOTAL	269 144	183 888	34 763

C- Effets escomptés non échus :

Les effets escomptés non échus s'élèvent au 31 décembre 2017 à 8 542 739 DT et se détaillent comme suit :

Banque	Montant
ATB	2 449 204
ATTIJARI BANK	1 332 907
BIAT	1 287 396
UBCI	712 195
BH	1 839 853
UIB	921 184
Total	8 542 739

V. NOTE RELATIVE AU RESULTAT PAR ACTION DU GROUPE

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Résultat Net	10 355804	6 213084
Nombre d'action	27 253 600	23 438 096
Résultat par action	0,380	0,265

VI. EVENEMENTS POSTERIEURS

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration du 15 Mai 2018. Par conséquent, ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

Messieurs les actionnaires du Groupe SOTUVER,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers consolidés

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 juin 2016 pour le cabinet AMC Ernst & Young et du 20 juin 2017 pour le Cabinet Sami MENJOUR, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers consolidés du Groupe « SOTUVER », qui comprennent le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2017, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs (hors intérêts minoritaires) de 55 394 173 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 10 355 804 DT.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue les questions clés de l'audit qui doit être communiquées dans notre rapport.

Evaluation des Stocks :

Risques identifiés :

Les Stocks figurant au bilan consolidé au 31 décembre 2017 pour une valeur nette de 40 893 070 DT et représentent l'un des postes les plus importants du bilan (environ 36% du total actifs). Les stocks sont évalués comme suit :

- Pour les produits finis : à la valeur inférieure entre le coût de production et la valeur de réalisation nette déterminée à la date de clôture.

- Pour les matières premières et les autres stocks : à la valeur inférieure entre le coût unitaire moyen pondéré ou le coût historique, et la valeur de réalisation nette déterminée à la date de clôture.

La Direction détermine à la clôture, la valeur nette de réalisation des stocks en se fondant sur les prix de vente nets pratiqués, ainsi que sur les perspectives d'écoulement sur le marché, pour les articles en stock à rotation lente.

La provision pour dépréciation des stocks a été déterminée en tenant compte des articles à rotation lente ou obsolètes déduction faite, pour les produits finis, de la valeur récupérable de ces articles tels que calculé par la direction technique et la direction commerciale de la société.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse aux risques identifiés

Nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour identifier les articles à rotation lente, les identifier et vérifier leur correcte évaluation à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure à leur coût unitaire moyen pondéré ;
- Tester l'efficacité des contrôles clés relatifs à ces procédures ;
- Apprécier les données et les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valeur nette de réalisation et identifier les articles qui doivent être comptabilisés à cette valeur.
- Comparer par sondages le coût des articles en stock avec le prix de vente net pratiqué, afin de confirmer le montant de la dépréciation constatée dans les comptes ;
- La revue des jugements formulés par la direction du groupe dans le cadre de l'évaluation des risques et l'appréciation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour dépréciation des stocks.

4. Rapport de gestion relatif au Groupe

La responsabilité du rapport de gestion relatif au Groupe incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion relatif au Groupe et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions des articles 266 et 471 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion relatif au Groupe, et ce, par référence aux états financiers consolidés.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion relatif au Groupe et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion relatif au Groupe semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion relatif au Groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport sur les vérifications spécifiques

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne de la SOTUVER et de ses filiales. À cet effet, nous avons consulté les rapports des commissaires aux comptes des sociétés appartenant au Groupe. Nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans les systèmes de contrôle interne de la SOTUVER et de ses filiales susceptibles d'impacter la fiabilité des états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Tunis, le 05 juin 2018

Les commissaires aux comptes

Sami MENJOUR

**AMC ERNST& YOUNG
Mohamed Zinelabidine CHERIF**